

<https://www.observatoire-collectivites.org/spip.php?article9850>

Les textes officiels de la semaine publiés entre le 6 et le 19 avril 2026

- Actualité - Au journal officiel -



Publication date: lundi 20 avril 2026

Copyright © Observatoire Smacl des risques de la vie territoriale &
associative - Tous droits réservés

Retrouvez une sélection de textes publiés au journal officiel qui auraient pu vous échapper et vous intéresser.

Action sociale & solidarité

- Décret n° 2026-261 du 8 avril 2026 modifiant des modalités d'application de l'**exonération de cotisations patronales de sécurité sociale prévue à l'article L. 241-10 du code de la sécurité sociale**

le décret modifie la condition d'âge, en passant de 70 à 80 ans, pour ouvrir droit au bénéfice du dispositif d'exonération de cotisations patronales au titre de la rémunération d'aides à domicile.

[NOR : TRSS2602776D](#)

Aménagement du territoire

Circulaire du 27 mars 2026 relative aux **nouvelles mesures d'incitation fiscale en faveur du développement des activités économiques dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville**

La présente circulaire détaille les exonérations fiscales applicables aux activités implantées dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville à compter du 1er janvier 2026. Elle précise les modalités de l'animation locale du dispositif, laquelle repose sur le dialogue avec les collectivités territoriales et les acteurs de la sphère entrepreneuriale. Enfin, elle définit les modalités de suivi de la mesure.

[NOR : VLOB2607471C](#)

- Décret n° 2026-286 du 16 avril 2026 pris en application du I de l'article 34 de la loi n° 2025-797 du 11 août 2025 de **programmation pour la refondation de Mayotte**

le décret est pris pour la mise en œuvre du I de l'article 34 de la loi n° 2025-797 du 11 août 2025 de programmation pour la refondation de Mayotte. Il précise les modalités d'information des personnes susceptibles d'être concernées par l'application du délai de prescription requis pour acquérir la propriété immobilière prévu par le 1^{er} du III de l'article 51 de la loi n° 2024-322 du 9 avril 2024 visant à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement aux possessions ayant débuté avant le 11 avril 2024 à Mayotte.

[NOR : MOMO2605322D](#)

Assurances, catastrophes naturelles & prévention des risques

Arrêté du 3 avril 2026 portant **reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle (dommages causés par les**

chocs mécaniques des vagues, les inondations et coulées de boue, les inondations par remontée de nappe phréatique, les mouvements de terrain, les séismes, les vents cycloniques et les mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols)

[NOR : INTE2609024A](#)

- Décret n° 2026-275 du 15 avril 2026 relatif à la **détermination des modalités de consignation en cas d'exposition au recul du trait de côte**

adaptations procédurales des régimes d'autorisation d'urbanisme permettant la consignation d'une somme correspondant au coût prévisionnel de démolition et de remise en état d'un terrain situé dans la bande 30-100 ans d'une commune figurant sur la liste des communes exposées au recul du trait de côte.

[NOR : TECL2500663D](#)

- Arrêté du 15 avril 2026 relatif à la détermination de la somme à consigner prévue à l'article R. 424-6-1 du code de l'urbanisme (dispositions propres à la **détermination des coûts prévisionnels de démolition et de remise en état du terrain exposé au recul du trait de côte**)

[NOR : VL0L2516112A](#)

Citoyenneté

- Arrêté du 25 mars 2026 modifiant l'arrêté du 14 août 2024 fixant le modèle de **formulaire rappelant les droits et obligations du demandeur d'asile** pris pour l'application de l'article R. 523-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

[NOR : INTV2608604A](#)

- Instruction du 7 avril 2026 relative aux priorités pour 2026 de la **politique d'intégration des étrangers primo-arrivants, dont les personnes réfugiées**

L'instruction fixe aux préfets les grandes orientations en matière de politique d'intégration des étrangers primo-arrivants, dont les réfugiés, pour l'année 2026. Ces orientations, qui s'inscrivent dans le prolongement de 2025, se traduisent localement par la mobilisation des crédits de l'action 12 du programme 104 en complément des actions prévues dans le cadre du contrat d'intégration républicaine, piloté par l'Office français de l'immigration et de l'intégration, en matière de formation linguistique, de formation civique et d'orientation vers le service public de l'emploi. La loi du 26 janvier 2024 pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration a par ailleurs consacré de nouvelles dispositions en matière d'apprentissage de la langue et de la citoyenneté (article 20) substituant à l'obligation de moyen (suivre des formations linguistique et civique), une obligation de résultats (attester la maîtrise de la langue française et réussir un examen civique) pour se voir délivrer un titre de séjour pluriannuel. Ces dispositions, mises en œuvre depuis le 1er janvier 2026, appellent une meilleure efficacité des dispositifs de formation par leur décloisonnement et le renforcement des partenariats sur chacun des territoires. Dans un contexte marqué par une révision de l'offre de formation de l'Office français de l'immigration et de l'intégration depuis le 1er juillet 2025, l'instruction met l'accent sur la nécessaire consolidation des partenariats entre l'OFII et ses prestataires, les associations locales, les collectivités territoriales et le réseau pour l'emploi, pour sécuriser les parcours de formation et de pratique du français au niveau départemental. Elle demande également aux préfets de veiller à la

bonne inscription de l'intégration par le travail des étrangers primo-arrivants dans les feuilles de route des comités régionaux, départementaux et locaux pour l'emploi. Ils devront également amplifier les initiatives menées en 2025 pour favoriser l'emploi des personnes étrangères, notamment dans les secteurs en tension de recrutement, dans le prolongement de l'instruction cosignée le 26 juin 2025 avec la ministre chargée du travail. L'instruction rappelle la nécessité d'une optimisation de l'utilisation des crédits du programme 104 et demande la poursuite de la mise en place d'un plan régional de contrôle des actions du programme 104. L'instruction rappelle enfin que la réussite de la politique d'intégration repose sur une coordination efficace de l'action de l'État dans chaque département, et d'un partenariat fort avec les associations, les entreprises, les collectivités locales notamment.

[NOR : INTV2607925J](#)

Economie, formation & emploi

- Décret n° 2026-289 du 17 avril 2026 relatif aux **aides exceptionnelles attribuées aux entreprises de transport public routier**

mise en œuvre d'aides exceptionnelles au véhicule. Dans le cadre des mesures d'aides aux entreprises de transport en raison de la hausse du prix des produits pétroliers résultant du conflit au Moyen-Orient, le présent décret met en place des aides exceptionnelles au véhicule au bénéfice des entreprises dont l'activité principale est le transport public de marchandises ou collectif de voyageurs et des entreprises de transport sanitaire.

[NOR : TRAT2609250D](#)

Elections

- LOI n° 2026-249 du 7 avril 2026 visant à permettre le **remboursement des frais d'expertise comptable aux candidats**

[NOR : INTX2603180L](#)

- Décret n° 2026-273 du 15 avril 2026 relatif à l'**élection du Président de la République**

le décret modifie deux décrets qui prévoient des mesures réglementaires applicables à l'élection du Président de la République : le décret n° 2001-213 du 8 mars 2001 portant application de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le décret n° 2005-1613 du 22 décembre 2005 portant application de la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 relative aux listes électorales consulaires et au vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République.

[NOR : INTP2602040D](#)

Environnement & énergie

- Arrêté du 15 avril 2026 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2023 fixant la **liste des versions de voitures particulières électriques ayant atteint le score environnemental minimal** conditionnant l'éligibilité à

certaines aides à l'achat ou à la location de véhicules peu polluants

[NOR : TECR2610217A](#)

- Arrêté du 15 avril 2026 relatif au **découpage des régions en zones administratives de surveillance de la qualité de l'air ambiant**

le texte fixe le découpage des régions en zones administratives de surveillance, leur superficie, leur population, ainsi que la liste des communes composant ces zones.

[NOR : TECR2512617A](#)

Décret n° 2026-291 du 17 avril 2026 portant **modernisation du régime applicable aux sites inscrits et classés au titre du code de l'environnement**

le décret précise le régime applicable aux sites inscrits et classés au titre du code de l'environnement.

Il met en cohérence la procédure de classement et d'inscription afin que soit systématiquement recueilli par le préfet l'avis des conseils municipaux des communes dont le territoire est concerné par ces projets. Il clarifie certains éléments de procédure d'instruction des demandes d'autorisations spéciales de travaux en site classé, s'agissant notamment du délai d'instruction.

Le décret prévoit la composition des dossiers de demande d'autorisation spéciale de travaux en site classé lorsque celle-ci n'est pas adossée à une autre procédure au titre du code de l'environnement, du code de l'urbanisme ou du code forestier. En outre, il prévoit que, lorsque le projet est situé en site classé, la demande d'autorisation d'urbanisme doit indiquer les matériaux utilisés et les modalités d'exécution des travaux.

Le décret introduit également une simplification dans le processus de délivrance des autorisations de travaux en site classé, en élargissant le champ de la déconcentration tout en conservant l'autorisation ministérielle pour les projets susceptibles d'avoir un impact significatif sur le site. Ainsi, le décret donne aux préfets la compétence pour délivrer l'autorisation de travaux en site classé sur les demandes de certains travaux forestiers, de permis de construire modificatifs, de certains permis de démolir, de travaux portant sur un immeuble classé ou inscrit au titre des monuments historiques et de travaux de faible ampleur soumis à déclaration préalable ou dispensés d'autorisation d'urbanisme.

[NOR : TECL2516116D](#)

Finances publiques

- Décision du Conseil constitutionnel n° 2026-1193 QPC du 10 avril 2026 (**contribution aux frais de garderie et d'administration des forêts relevant du régime forestier**)

Les mots « Les produits des forêts mentionnés au premier alinéa sont tous les produits des forêts relevant du régime forestier » figurant à la première phrase du deuxième alinéa de l'article 92 de la loi n° 78-1239 du 29 décembre 1978 de finances pour 1979, dans sa rédaction résultant de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, sont contraires à la Constitution.

[NOR : CSCX2609960S](#)

Justice

- Décret n° 2026-250 du 7 avril 2026 relatif à la **contribution pour l'aide juridique**

le présent décret définit les modalités de mise en œuvre de la contribution pour l'aide juridique codifiée à l'[article 1635 bis Q du code général des impôts](#) par l'[article 128 de la loi n° 2026-103 du 19 février 2026](#) de finances pour 2026. Cette contribution prend la forme d'une taxe de 50 euros exigée du demandeur pour toute instance introduite à compter du 1er mars 2026 devant un tribunal judiciaire ou un conseil de prud'hommes en matière civile et prud'homale, sous réserve d'exceptions. Le texte fixe les modalités de mise en œuvre de cette contribution. Il indique notamment que l'acquiescement de cette contribution, lorsqu'elle est due, est une condition de recevabilité de la demande. Il apporte en outre plusieurs précisions sur le champ d'application et les modalités pratiques selon lesquelles le justiciable justifie du paiement de la contribution ou des motifs l'en dispensant. Par ailleurs, le texte prévoit des dispositions relatives au versement de la contribution à l'Union nationale des caisses des règlements pécuniaires des avocats (UNCA).

[NOR : JUST2605897D](#)

- Arrêté du 14 avril 2026 fixant le **cahier des charges des unités judiciaires à priorité éducative**

le décret n° 2026-180 du 12 mars 2026 a créé les unités judiciaires à priorité éducative. Conformément aux dispositions de l'article R. 241-33 du code de la justice pénale des mineurs, le présent arrêté détermine le cahier des charges de ces nouvelles unités éducatives de la protection judiciaire de la jeunesse.

[NOR : JUSF2609619A](#)

Santé & sécurité au travail

- Décret n° 2026-260 du 8 avril 2026 relatif à la **protection des jeunes travailleurs contre les risques dus aux rayonnements ionisants**

Le décret permet de clarifier les conditions dans lesquelles les jeunes travailleurs peuvent être affectés à des travaux les exposant aux rayonnements ionisants, et notamment pour les travaux exposant au radon provenant du sol.

[NOR : TRST2532019D](#)

Successions

- LOI n° 2026-248 du 7 avril 2026 visant à **simplifier la sortie de l'indivision et la gestion des successions vacantes**

[Dossier Législatif : LOI n° 2026-248 du 7 avril 2026 visant à simplifier la sortie de l'indivision et la gestion des successions vacantes](#)

[NOR : JUSX2508284L](#)

SDIS

- LOI n° 2026-247 du 7 avril 2026 relative aux **missions des professionnels de santé, vétérinaires, psychothérapeutes et psychologues des services d'incendie et de secours**

[NOR : SFHX2508281L](#)

- Décret n° 2026-251 du 7 avril 2026 portant **composition et désignation des membres du conseil d'administration de l'établissement public d'incendie et de secours de Polynésie française**

le présent décret précise la composition du conseil d'administration de l'établissement public d'incendie et de secours de la Polynésie française, ainsi que les modalités de désignation de ses membres.

[NOR : INTE2600847D](#)